

# Faire converger les luttes - Huit mesures d'urgences pour riposter à Sarkozy et au Medef

lundi 28 avril 2008, par [DUVAL François](#), [PICQUET Christian](#), [POT Basile](#), [SIMPLON Joséphine](#) (Date de rédaction antérieure : 24 avril 2008).

## Sommaire

- [MESURES D'URGENCE : Riposter à](#)
- [PARTI SOCIALISTE : De capitula](#)

Après un an au gouvernement, c'est l'occasion de faire un premier bilan du « candidat du pouvoir d'achat ». Force est de constater qu'il s'agit d'un an de mauvais coups portés contre l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse.

Mais, à y regarder de plus près, le film ne se déroule pas exactement comme Sarkozy l'avait prévu. Un an après, tout confirme que ses mesures antisociales ne font pas recette ! On se gargarise pas mal sur les derniers « couacs » du gouvernement, comme celui annonçant la suppression de la carte « famille nombreuse ». Ces couacs sont logiques. La succession d'annonces en tout genre marque en fait « une crise du pouvoir », une sorte de « fuite en avant », comme une sorte de compétition d'annonces des attaques à l'intérieur même du gouvernement.

La fébrilité qui s'est emparée du gouvernement, à la suite des municipales, a même suscité une « minifronde » des députés UMP. Par ailleurs, la crise financière, avec son cortège d'inflation, confirme que les marges de manœuvre pour le gouvernement sont étroites. En bon libéral, Sarkozy avait promis la relance du pouvoir d'achat par « une croissance forte »... Résultat des courses, il a bien l'intention de faire payer la crise aux couches populaires, jusqu'au point de supprimer une partie des allocations familiales.

Mais, la bonne nouvelle, c'est que dans un contexte difficile, les luttes ne se sont pas arrêtées, loin de là. Il y a, ici et là, des grèves pour des augmentations de salaires qui démontrent que, même si ces combats ne sont pas tous victorieux, il existe toujours une résistance sociale dans ce pays. La jeunesse lycéenne, tout comme les salariés sans papiers en lutte, confirment qu'ils ne veulent pas faire les frais des politiques libérales.

Le 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale des travailleurs, doit servir à rappeler que, des syndicalistes de l'USTKE en Kanaky aux salariés de Renault en Roumanie, nos luttes n'ont pas de frontières et qu'une convergence des luttes reste nécessaire.

**Basile Pot** (Editorial)

---

## **MESURES D'URGENCE : Riposter à Sarkozy et au Medef**

***Malgré la claque reçue aux élections municipales, le gouvernement accélère ses attaques réactionnaires. Pour mettre un coup d'arrêt au gouvernement et au Medef, il est urgent d'imposer par nos luttes une véritable alternative politique, s'appuyant sur des mesures d'urgence sociales et démocratiques.***

Les travaux de démolition sociale ont commencé dès l'été dernier, avec la mise en place du service minimum dans les transports, le paquet fiscal - accordant plus de 15 milliards d'euros de cadeaux fiscaux aux plus riches -, l'autonomie des universités, la mise en place des peines plancher, la défiscalisation des heures supplémentaires, la recodification du code du travail, les franchises médicales, la loi dite de modernisation du marché du travail - précarisant encore plus les salariés -, ou bien encore la suppression des régimes spéciaux. Sur fond de flambée des prix et de baisse du pouvoir d'achat, la liste des reculs sociaux risque de s'allonger dans quelques semaines puisque, d'ores et déjà, le gouvernement a prévu une avalanche de mauvais coups contre nos retraites ou nos services publics (Éducation nationale, santé, etc.), imposant ainsi la régression sociale généralisée.

Face à cette politique, il faut une véritable alternative politique s'opposant réellement au gouvernement Sarkozy-Fillon. Et, sur ce point, il faut bien reconnaître que la gauche institutionnelle n'est pas au rendez-vous. Depuis la victoire de Sarkozy, la direction du Parti socialiste, quand elle s'oppose, ne conteste que la forme des mesures gouvernementales. Et quand, malgré eux, les socialistes gagnent les élections municipales, ils nous demandent d'attendre... 2012. Quant au PCF ou aux Verts, on ne peut dire qu'ils ont été audibles ces derniers mois. Les directions syndicales, elles, sont comme paralysées. Elles restent, au mépris de leurs militants et des luttes, engluées dans la politique de concertation qu'elles mènent depuis plusieurs années, en étant dominées par l'idée que ce gouvernement et ses mesures seraient légitimés par le « verdict des urnes ».

Pour faire reculer Sarkozy et mettre un coup d'arrêt à sa politique, il faut autre chose. Il faut lui mettre une « bonne gauche », qui s'oppose sur le fond et qui n'a pas peur de rompre avec la logique dominante, celle du profit capitaliste. Proposer une véritable alternative politique, s'appuyant sur des mesures d'urgence sociales et démocratiques, afin qu'elles soient demain, quel que soit le gouvernement en place, au cœur des mobilisations populaires.

### **1. UNE NOUVELLE RÉPARTITION DES RICHESSES**

Sous prétexte de « travailler plus pour gagner plus », Sarkozy prétend réhabiliter la « valeur travail », défiscaliser les heures supplémentaires, remettre en cause la réduction du temps de travail et diminuer les impôts des entreprises et des privilégiés. Revenir à la répartition des richesses entre le capital et le travail d'il y a 25 ans permettrait une augmentation générale de 300 euros net mensuels de tous les salaires, des minima sociaux et des pensions de retraite. Alors que jamais la France n'a été aussi riche, que les profits des entreprises et les dividendes des actionnaires explosent, notre pouvoir d'achat stagne et des millions de gens vivent dans la pauvreté. Il faut porter le Smic à 1 500 euros net, immédiatement !

### **2. UNE RETRAITE DÉCENTE**

Sarkozy a détruit les régimes spéciaux - sauf ceux des députés et des sénateurs ! Mais ce n'était que

la première étape avant le nouvel allongement de la durée de cotisation à 41 annuités. À l'inverse, nous proposons de restaurer le droit à la retraite à 60 ans, au bout de 37,5 annuités (pour les salariés du public comme du privé), avec un taux de remplacement égal à 75 % du meilleur salaire, et sans une pension inférieure au Smic à 1 500 euros net. Cela passe par l'abrogation de la contre-réforme Balladur (1993) et de la contre-réforme Fillon (2003). Le financement de ces mesures est tout à fait possible : 100 000 emplois de plus, grâce à la réduction du temps de travail, représentent 1 milliard de plus dans les caisses de la Sécurité sociale. Une augmentation générale des salaires de 300 euros, c'est 55 milliards de plus dans les caisses de la Sécurité sociale, par le biais des cotisations sociales !

### **3. UN EMPLOI STABLE**

Alors que ce sont les patrons qui licencient pour augmenter leurs profits, le gouvernement cherche à stigmatiser les chômeurs afin de réduire encore leurs droits, de les forcer à accepter n'importe quel emploi et de les précariser davantage. Au-delà, c'est au contrat de travail de tous les salariés qu'il s'attaque, avec la mise en place de la loi dite de « modernisation du marché du travail ». Nous pensons que ne doit exister qu'un seul contrat de travail : le contrat à durée indéterminée (CDI). Nous proposons d'interdire les licenciements, de forcer les entreprises qui licencient ou qui délocalisent à rembourser l'argent des subventions ou des allègements de cotisations sociales dont elles ont bénéficié. Nous souhaitons également créer un fonds de Sécurité sociale professionnelle, financé par de nouvelles cotisations patronales, afin d'assurer le maintien du contrat de travail et du salaire des travailleurs licenciés. Nous proposons également une nouvelle réduction du temps de travail à 32 heures. Il s'agit de travailler moins pour travailler tous et toutes.

### **4. LE DROIT À LA SANTÉ**

Avec la mise en place des franchises médicales et la poursuite des contre-réformes hospitalières (rapport Larcher), le gouvernement veut aggraver le démantèlement de la protection sociale et la livrer aux assurances privées, au prix d'une remise en cause du droit à la santé. À l'inverse, nous proposons la gratuité des soins et des médicaments, seule garantie d'un accès de tous et de toutes à une santé de qualité. Cela passe par la nationalisation des grandes multinationales pharmaceutiques et des cliniques privées, l'abrogation des différentes contre-réformes hospitalières, la suppression des lits privés dans l'hôpital public, l'embauche de personnel soignant et l'ouverture de centres de santé publics et gratuits dans les quartiers.

### **5. DES SERVICES PUBLICS DE QUALITÉ**

Alors que la crise sociale s'aggrave, que de nombreux besoins nouveaux voient le jour, depuis 30 ans, les différents gouvernements n'ont eu de cesse de détruire les services publics, de privatiser, de fermer des hôpitaux, des postes et des écoles. Il faut défendre et étendre les services publics, dans les quartiers populaires et les zones rurales notamment. Il faut revenir sur les privatisations, restaurer le monopole du service public et créer des emplois.

### **6. L'ÉGALITÉ POUR LES FEMMES**

Le gouvernement prétend agir pour l'égalité salariale, mais sans mesures contraignantes pour les entreprises. En réalité, les femmes supportent les plus bas salaires, les plus petites retraites, les contrats les plus précaires, la double journée de travail et les violences. Il y a urgence à mettre en place un plan de rattrapage immédiat des salaires des femmes, afin de parvenir à l'égalité totale avec ceux des hommes, et un plan de reconstitution des carrières qui, amputées par le temps partiel imposé et les maternités, aboutissent à des retraites misérables. Nous proposons la mise en œuvre sans restriction du droit à l'avortement et à la contraception, en étendant les centres d'IVG et en

leur fournissant les moyens matériels et humains nécessaires. Nous proposons enfin l'adoption d'une loi-cadre contre les violences faites aux femmes, axée sur la prévention et l'accompagnement des victimes.

## **7. UN MONDE VIVABLE**

Depuis la campagne électorale, les grands partis jouent à « plus écolo que moi, tu meurs » ! Sarkozy, avec son « Grenelle de l'environnement », voulait donner l'exemple. Mais, en attendant, les profits des industries polluantes et dangereuses, ceux de Total et d'Areva (nucléaire), ne se sont jamais aussi bien portés, alors même que le capitalisme détruit la planète. À l'inverse, nous proposons de promouvoir une agriculture de qualité (avec l'interdiction de la culture des OGM en plein champ), de réduire vraiment les émissions de gaz à effet de serre (par le développement de l'isolation des bâtiments, du ferroutage et des transports en commun) et de réorienter radicalement la politique énergétique (par le développement des énergies renouvelables, l'arrêt de l'EPR et un plan de sortie du nucléaire en dix ans) dans le cadre d'un vaste service public de l'énergie.

## **8. EN FINIR AVEC LES DISCRIMINATIONS**

Le « problème », ce n'est pas l'immigration, mais le racisme et les discriminations. Les lois restrictives sur l'immigration, qui s'accumulent depuis des décennies, n'empêchent pas l'arrivée d'immigrés ; leur seule conséquence, c'est de transformer les immigrés en clandestins, fragilisés, donc surexploités par des patrons esclavagistes. La solution, c'est l'égalité des droits : le droit de circulation et d'installation, la régularisation des sans-papiers, un nouveau droit à la citoyenneté détaché de la nationalité, c'est-à-dire le droit de vote et d'éligibilité de tous les habitants à toutes les élections.

Ces mesures s'opposent point par point à la politique du gouvernement Sarkozy. Elles consistent à faire l'inverse de ce qu'ont fait les différents gouvernements, de droite comme de gauche : arrêter les subventions au secteur privé et taxer lourdement les profits. Pour qu'elles soient appliquées, elles doivent être imposées par les luttes. À quelques jours du 40<sup>e</sup> anniversaire de la plus grande grève générale de ce pays, un nouveau Mai est indispensable pour imposer ces mesures d'urgence.

## **DE L'ARGENT, IL Y EN A**

Pour financer ces mesures, les richesses existent, il n'y en a même jamais eu autant. La seule question qui vaille est : qui va payer ? Nous proposons de reprendre l'argent à la petite minorité de ceux qui l'accumulent. Ce n'est pas un problème économique ou technique, c'est une affaire de volonté politique.

La première mesure à prendre est évidemment d'éliminer les dépenses publiques improductives ou nuisibles : arrêt des subventions et allègements de cotisations aux entreprises privées ; récupération des cadeaux faits aux patrons ; diminution drastique du budget militaire.

La deuxième mesure, complémentaire, c'est la mise en œuvre d'une réforme d'ampleur de la fiscalité, afin de rétablir la progressivité de l'impôt sur le revenu, de restaurer l'impôt sur les bénéfices des sociétés à 50 % et d'élargir l'assiette de l'impôt sur la fortune. Cette nouvelle politique fiscale est le moyen de résoudre la question centrale de la crise de la société française : la répartition - aujourd'hui scandaleusement inégalitaire - des richesses produites par le travail de tous et toutes et accaparées par quelques-uns. Depuis les années 1980, la part du produit intérieur brut (la somme des richesses produites chaque année) qui revient aux salaires a baissé de 10 % par rapport à celle qui revient au capital : c'est le hold-up du siècle ! Récupérer cet argent, c'est à la fois l'efficacité économique et la justice sociale.

**DROITE : Entre couacs et ballons d'essai**

***Alors que Sarkozy s'apprête à boucler sa première année à l'Élysée, sa politique, faite d'attaques d'ampleur contre les acquis sociaux, est de plus en plus impopulaire. Elle est contestée au sein même de la majorité.***

Les dernières semaines ont vu se multiplier les dissensions publiques au sommet de l'État, sur fond de sondages d'opinion calamiteux pour Nicolas Sarkozy. Citons, pêle-mêle, l'annonce de la suppression de la carte « famille nombreuse », l'annonce de l'arrêt du remboursement des frais d'optique par la Sécurité sociale, l'annonce - confirmée - de l'amputation des allocations familiales et l'échange d'amabilités entre Nathalie Kosciusko-Morizet, Jean-Louis Borloo et Jean-François Copé, à propos de la législation sur les OGM. Et le coup de gueule de Nicolas Sarkozy, qui peine à rétablir l'ordre au sein de son équipe gouvernementale...

On remarquera tout de même que, derrière la cacophonie réelle ou supposée, au gré des annonces et de leurs démentis, une cohérence se dessine : toutes les mesures évoquées vont toujours dans le même sens, celui d'attaques systématiques contre le niveau de vie des travailleurs et des classes populaires. D'ailleurs, là-dessus, il n'y a pas de divergences de fond à droite ! Et les réponses de la gauche institutionnelle sont tellement « mesurées » que, si la situation politique se résumait à cela, la droite sarkozyste pourrait couler des jours heureux.

La raison du malaise de la majorité est à rechercher ailleurs, dans l'état d'esprit de l'opinion publique et de son évolution. En onze mois d'exercice du pouvoir, l'image du candidat de la « rupture » s'est estompée et sa prétention à être le « président du pouvoir d'achat » s'est fracassée sur les faits. La lutte contre le chômage a surtout débouché sur l'augmentation des situations de précarité et la multiplication des « travailleurs pauvres ». La défiscalisation des heures supplémentaires n'a pas fait illusion très longtemps : non seulement, c'est une réponse sans effet significatif à l'exigence croissante d'augmentation du pouvoir d'achat, mais cela apparaît de plus en plus clairement comme une manœuvre pour faire passer la pilule du reste du « paquet fiscal », à savoir la baisse des impôts des plus riches. De plus en plus de familles populaires constatent la dégradation de leur pouvoir d'achat, consécutive à l'augmentation des prix et au blocage des salaires. Enfin, du fait du resserrement des marges de manœuvre économiques, dû à la crise financière, c'est maintenant l'ensemble des systèmes de protection sociale et des services publics qui est dans le collimateur.

La désaffection populaire - puis le mécontentement grandissant - est à la mesure des illusions développées lors de la campagne présidentielle. L'exécutif est donc sous pression, d'où les dérapages et les polémiques qui le traversent. Globalement, cela confirme que la société française n'a pas été gagnée au libéralisme et qu'elle recèle encore d'importantes capacités de résistance. Du coup, certaines annonces gouvernementales constituent des tests : si ça passe, on met en œuvre ; si ça proteste, on tergiverse. Un jeu dangereux pour le pouvoir, car c'est aussi un encouragement aux mobilisations...

**François Duval**

---

## **PARTI SOCIALISTE : De capitulations en renoncements**

***Avant même que la loi sur les retraites ne soit présentée au Parlement, le PS se rallie à l'allongement de la durée de cotisation. Comme pour mieux éclairer le sens de sa nouvelle déclaration de principes !***

Nicolas Sarkozy peut bien être le plus impopulaire des présidents de la République après un an de mandat. Il aura au moins la satisfaction de ne pas voir ses choix essentiels contestés par l'opposition parlementaire. Alors qu'il se préparait à annoncer une nouvelle attaque contre le droit à la retraite, il aura ainsi enregistré le ralliement du Parti socialiste, en la personne de Pierre Moscovici, à cette contre-réforme.

Certes, cette figure du pôle « reconstructeur » (qui allie fabiusiens et strauss-kahniens aux amis de Martine Aubry et d'Arnaud Montebourg) vient de renoncer à l'augmentation de la CSG, un temps envisagée rue de Solferino. Mais comment aurait-il pu défendre cette idée, lorsque Sarkozy lui-même se garde de l'évoquer eu égard à la chute du pouvoir d'achat des salariés ? Mais, comme l'avait fait François Hollande quelques jours auparavant, il n'hésite pas à accepter la perspective de l'augmentation de la durée de cotisation, chère à la droite et au Medef, au nom de « *l'allongement de l'espérance de vie* ». Seule réserve avancée : que cette disposition soit assortie de garanties quant à « *l'emploi des seniors* » et de « *la prise en compte des métiers pénibles* ». Une attitude qui assure au gouvernement qu'il n'aura pas à redouter la moindre bataille parlementaire lorsque sera présenté le projet.

De quoi éclairer le sens profond de la nouvelle déclaration de principes que les différents courants du PS viennent d'élaborer. Le parti y renonce définitivement à se projeter dans un au-delà du capitalisme, se contentant de se revendiquer de la « critique historique » de ce dernier. S'affirmant partisan d'une « *économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique* », il va jusqu'à prendre l'engagement de concourir à l'existence d'un « *secteur privé dynamique* », dans le cadre (bien sûr !) d'une « *économie mixte* ». Plus significatif encore, la rue de Solferino affirme vouloir changer la vie « *par la loi et le contrat* »... Ce qui constitue une rupture fondamentale avec ce vieux principe du mouvement ouvrier, pourtant hérité de la Révolution française et s'opposant aux logiques de tout temps défendues par le patronat, selon lequel la transcription du rapport de force collectif dans la loi devait être l'objectif de la gauche, plutôt que la négociation de contrats « de gré à gré »...

De la capitulation d'ores et déjà annoncée sur les retraites à ce nouveau texte fondamental, la cohérence saute aux yeux. Sa mutation mène le PS à ne plus défendre qu'une variante de l'adaptation aux exigences de la mondialisation marchande et financière. Il n'est d'ailleurs pas anodin que l'ultime article de la déclaration appelle « *tous les hommes et toutes les femmes qui partagent ses valeurs à rejoindre ce combat* ». Comme pour signifier la volonté de transgresser au plus vite le clivage droite-gauche...

**Christian Picquet**

---

**P.-S.**

\* Paru dans Rouge n° 2249, 24/04/2008.